

**LA SITUATION A MADAGASCAR:
ENJEUX ET DEFIS ACTUELS**

par
Denis A.H. Andriamandrosoⁱ

INTRODUCTION

Je suis heureux d'être parmi vous pour discuter de la situation actuelle à Madagascar et des pistes de réflexion et d'action qui pourraient s'ouvrir. Je remercie beaucoup le DEFAP et notamment les Pasteurs Pascal HICKEL et Anne-Laure DANET de m'avoir donné cette occasion.

En effet, les églises en Afrique comme à Madagascar ne désespèrent pas, et l'on ne comprend pas toujours pourquoi tant de ferveur, tant d'enthousiasme ne trouvent pas de traduction dans la vie politique, économique et sociale d'un pays plus grand que la France de par sa superficie, mais en queue de peloton partout, même vis-à-vis d'îles de taille moindre comme l'île Maurice ou le Sri Lanka, qui vient juste de sortir d'une guerre civile longue et meurtrière.

Pour tout simplifier, la grande île, la quatrième du monde de sa superficie, cette île qui dans les années 60 se vantait d'être la « Perle de l'Océan Indien », le pays d'excellence vers lequel accouraient les étudiants des pays avoisinants, comme le Kenya, les Comores, la Réunion ou Maurice, est devenu le « grand malade de l'Océan Indien ». En effet, depuis l'avènement de la Deuxième République et la Malgachisation hâtive de l'enseignement en plus de l'idéologie socialo-communiste à la nord-coréenne qui la sous-tendait, Madagascar est devenu sinon un repoussoir, du moins un lieu académique désormais peu attrayant pour les élites des voisins.

Alors comment en est-on arrivé là ? Comment un pays renommé pour ses énormes ressources naturelles et sa culture légendaire du « *moramora* » assortie du « *fihavanana* » en est-il arrivé là ? Comment une transition née dans la douleur d'un changement inconstitutionnel en 2009, qualifié de porteur d'espoir et de changement arrive sur sa quatrième année d'existence sans apporter les résultats escomptés, notamment, le retour à l'ordre constitutionnel, la liberté d'expression, l'apaisement, la stabilité, la sécurité et la prospérité ?

Comment, ce qui était considéré comme une crise politique s'est-il étendu à tous les compartiments de la vie nationale, confessionnelle, économique, sociale, culturelle en quelque sorte une hydre à mille têtes qui échappe au contrôle de ses créateurs ? Une situation mal contrôlée qui les poussait hâtivement à recourir à la médiation internationale ! Où en est on actuellement ? Et quels en sont les enjeux et les défis ? Quelle pourrait être la contribution de la France, dont l'Eglise protestante de France ? Ce sera l'objet de notre intervention subdivisée en 4 parties :

1. La Situation actuelle
2. Les Enjeux
3. Les Défis
4. Conclusion et Pistes de réflexion

I. LA SITUATION ACTUELLE

Au cours de ses cinquante années d'indépendance, Madagascar a connu quatre crises politiques majeures, notamment en 1972, en 1991, en 2002, et la crise actuelle qui dure depuis mars 2009. Parmi ces quatre, celle-ci est la plus longue et apparemment, la plus difficile et la plus coûteuse : politiquement, diplomatiquement, économiquement et socialement. Il existe plusieurs raisons à cela :

- d'une part, c'est la première fois que les hommes politiques malgaches confient la résolution de la crise à la communauté internationale, conduite par la Southern African Development Community (SADC), en vertu du principe de subsidiarité ; et

- d'autre part, c'est également la première fois que la Fédération des Eglises de Madagascar ou FFKM se révèle impuissante à jouer le médiateur entre les différents protagonistes et les factions politiques à l'origine de la crise, dont le Président déchu Marc RAVALOMANANA et son tombeur Andry Nirina RAJOELINA.
- Ensuite c'est la première fois, que les militaires malgaches appuient ouvertement un changement inconstitutionnel, favorisé il est vrai par le geste non constitutionnel du Président RAVALOMANANA qui transféra son pouvoir légal à un Directoire, un principe qui ne figure nulle part dans la Constitution.
- C'est également la première fois, qu'un Président en exercice fait appel à l'extérieur pour régler un conflit domestique et s'exile de son propre gré, lorsque la situation semblait lui échapper.
- C'est encore également la première fois, que le sens du dialogue et de la réconciliation basée sur la tradition malgache du « *fihavanana* » est resté un vain mot.
- C'est aussi la première fois que des hauts représentants de l'Eglise ont été mêlés au début de la crise, dont un Chef catholique et un Chef protestant.
- C'est également la première fois, que l'argent est accusé d'être à l'origine de la crise, et que d'autre part, l'ancienne puissance coloniale c'est-à-dire, la France, s'implique dans la crise, en accueillant le Président de la Haute Autorité de la Transition (HAT) à Paris, au niveau du Secrétaire Général de l'Elysée Claude GUEANT d'abord, puis fin 2011 à l'Elysée chez le Président Nicolas SARKOZY, une fois l'actuelle Feuille de Route (FdR) signée.
- C'est toujours la première fois qu'une FdR soit élaborée et officialisée. Négociée sous l'égide de la SADC en vertu du principe de subsidiarité, elle fut signée le 17 septembre 2011 par 10 signataires¹ malgaches, dont les deux mouvances principales de RAJOELINA (ANR) et de RAVALOMANANA (MR).
- C'est encore et toujours pour la première fois, que tout est focalisé sur deux personnalités locales, dont ANR et MR qui, dans le jargon des médiateurs internationaux, restent les deux principaux « protagonistes ».
- Cela devient un peu répétitif, mais c'est encore la première fois que la SADC, est intervenue à Madagascar. La FdR, comme vous la voyez maintenant, est uniquement « SADC », portant le sceau de la SADC et non celle de la République de Madagascar. Ce label « FdR-SADC » est devenu une bonne excuse pour tous ceux qui sont entrés dans les institutions de la Transition, pour dire qu'il fallait y adhérer, car la « reconnaissance internationale » était au bout.
 - A ce propos, la langue anglaise dans laquelle la FdR était élaborée, mettait beaucoup de monde mal à l'aise, car Madagascar est supposée « francophone », et que bien peu d'hommes politiques malgaches maîtrisent l'anglais.
 - En plus, en novembre 2010, la HAT avait fait voter – par référendum-, une nouvelle Constitution dite de la Quatrième République, qui devait servir de cadre de référence légale à toute action. Or, elle est rarement mise en avant par les différents signataires de la FdR.
- En quelques mots, que devait apporter cette FdR ?
 - Elle devait consacrer RAJOELINA Président de la Transition ou PT (ce qui est le cas actuellement), disposant des prérogatives d'un Chef d'Etat élu.
 - Elle devait mettre en place une transition dite « neutre », consensuelle » et « inclusive », menant vers la nomination d'un Premier Ministre et d'un Gouvernement de consensus ainsi qu'un certain nombre d'institutions dans lesquelles entreraient tous les signataires de la FdR : CT et CST, Comité National Electoral Indépendant de la Transition (CENIT), Cour Electorale Spéciale (CES), Comité national pour la Réconciliation (FFM), etc.

¹ Il est quand même important de signaler, que la mouvance RATSIRAKA a refusé de signer.

- Grâce aux critères de consensualité, de neutralité, et d'inclusivité cités plus haut, le Gouvernement issu de cette FdR prenait le nom de Gouvernement d'union nationale.
- Elle devait permettre le retour des exilés sans distinction (Art. 20) avec cependant une clause particulière concernant le retour de RAVALOMANANA en son art. 45. Celle-ci insistait sur le fait, que l'ancien Président ne pouvait revenir que lorsque les circonstances s'y prêteraient.
- Elle devait conduire à la levée des sanctions internationales prises à l'encontre de 109 dignitaires du régime, qui auraient participé au changement anti-constitutionnel du 17 mars 2009 ; enfin, et non des moindres,
- Elle devait permettre au régime de transition en place d'être reconnu par la communauté internationale. Jean Omer BERIZIKY : choisi comme Premier Ministre par le PT selon les dispositions de la FdR, déclara que son « seul patron serait cette FdR ».
- La mouvance RAVALOMANANA insista pour une application immédiate et intégrale de la FdR, signifiant l'acceptation par le PT d'un retour sans conditions de l'ancien Président.

La FdR ne pouvait cependant pas tout résoudre. Très vite apparaissait le problème de candidature de ANR et de MR aux futures élections présidentielles. La SADC était consciente du fait que la présence des deux protagonistes aux élections pourrait fragiliser le compromis durement négocié au niveau de la FdR. Car non seulement, la campagne électorale risquait d'être explosive entre les deux camps, les possibles affrontements pouvant devenir vite difficiles à contrôler, mais en plus, aucun des deux n'accepterait facilement une victoire de l'autre, ajoutant ainsi des troubles à une situation déjà compliquée. C'est pourquoi, les dirigeants de la SADC ont insisté et obtenu après moult entrevues avec les deux « protagonistes » qu'ils ne se présenteront pas aux élections. C'est la fameuse solution dite « ni...ni ».

Entre-temps, faute de reconnaissance internationale pleine, au niveau de la coopération internationale, les aides qualifiées de non-humanitaires ont été coupées. Nombreux sont par exemple, les observateurs qui imputent le chômage massif dans la zone franche au non-renouvellement de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) par les USA. La presse parle de 300 à 400.000 chômeurs. S'y ajoutent d'autres signes de complication, notamment, l'augmentation de la Pauvreté : elle devint critique, avec des gens qui parfois ne mangent plus qu'une fois par jour, à témoin la quantité de riz consommée par habitant et par an qui n'est plus que 100kg alors qu'elle était encore de 160 kg/capita/an, il n'y a pas si longtemps.

Parallèlement, les observateurs notent une croissance vertigineuse des riches (ou de **la Société « 4x4 »**). En effet, on trouve des riches, devenus trop rapidement riches, dont les hauts dignitaires du régime et les affairistes de « tout poil », qui exaspèrent le bon petit peuple et les classes moyennes (aujourd'hui disparues), par l'étalage de leurs fortunes sans limites et de leur enrichissement sans cause apparente. Jamais, de mémoire de malgache, on n'a vu une société « 4x4 » aussi arrogante et prospère ; des voitures 4x4 que peu de gens peuvent se payer même dans les pays nantis comme la France.

Dans le même temps, le pillage et l'exportation illicite des ressources naturelles prennent une tournure alarmante. Ainsi, dans la presse, il ne se passe pas de jour sans qu'on annonce que telle quantité de bois roses sur le point d'être exportée illégalement a été saisie ; que des centaines de kilo d'or ont été trouvés dans les bagages d'un voyageur en provenance de Madagascar à l'aéroport de Mayotte ou de l'île Maurice, etc. Et pas plus tard, qu'il y a deux jours, plus de deux cents jeunes tortues d'espèces protégées ont été attrapées in extremis avant l'embarquement à l'aéroport d'Ivato.

Pour ne pas arranger les choses, des « brouilles » s'observent également au sommet de l'Etat : le PT et le PM jouent au « *sakay sy maso* »² au lieu de travailler en synergie, l'exemple le plus récent étant l'adoption du calendrier électoral de 2013 qui a pris du retard à cause de la mésentente entre les deux têtes de l'Exécutif.

D'autres sujets de préoccupation vinrent noircir davantage le tableau déjà surchargé, dont l'épineux problème du retour d'exil de MR. Les autorités deviennent un peu nerveuses dès qu'il s'agit de MR. Le cas s'est de nouveau produit à propos Bebe RAZAY, la mère de Lalao RAVALOMANANA (LR), l'épouse de MR. Le PT a mis du temps pour autoriser le retour « sous conditions » de LR, l'ancienne Première Dame, qui souhaitait se rendre au chevet de sa mère gravement malade et hospitalisée à Antananarivo. Elle a finalement pu rentrer mais avec l'interdiction expresse de faire de la politique.

A ce genre de problème politique se greffent d'autres problèmes plus classiques au quotidien. Tout le monde note par exemple, l'augmentation alarmante de la criminalité et de l'insécurité qui ne ménagent ni les ruraux ni les urbains : à preuve les vols de bovidés sanglants perpétrés par les bandits de grand chemin ou Dahalo dans le sud ; les attaques à mains armées qui touchent monsieur tout le monde jusqu'à des officiers de l'armée dans leurs villas privées. Enfin, n'oublions pas le drame récent de Mandritsara où une Sœur franciscaine française de 82 ans s'était fait sauvagement assassiner, pour une poignée d'argent, d'Ariary ! D'ailleurs, dans la liste des pays défailants (« *failed states* »), Madagascar figure parmi les 60 états les plus défailants sur les 180 que compte la liste, démontrant qu'il lui reste encore beaucoup à faire en matière de gouvernance.

Tout ceci crée un climat défavorable au business : Nul n'est besoin de parler de la situation que vivent les entreprises, avec le matraquage fiscal, les coûts de l'énergie, le mauvais climat politique qui freine la venue des investisseurs, etc. Sauf les mines et les pierres précieuses qui attirent des pays comme la Chine, la Thaïlande, le Sri Lanka, etc., où l'anarchie semble patente (ex : exploitation de saphir dans les zones protégées à Didy/ Ambatondrazaka). Les forces de l'ordre y sont accusées de corruption.

Et même le « ciel » s'en mêle pour rendre les choses encore plus compliquées. Le cyclone Haruna qui vient de traverser l'île a laissé beaucoup de dégâts derrière lui, notamment à Tuléar détruite à 80% (rupture de la digue Fiherenana).

Pourtant, les autorités de la transition, notamment le PT, ne restent pas inactifs. Il y a entre autres, la politique du « bas prix » (*low-cost* ou *mora* en malgache) : les *trano mora* (logements à bas prix) ; les *vary mora* (riz bon marché). A côté, ont été construites des infrastructures tertiaires : le Colisée de plus de 50.000 places pour les grands spectacles ; les hôpitaux dits « *manara-penitra*³ » dans les 6 ex-Provinces et le nouveau stade de rugby de plus de 20000 places à Antananarivo. S'y ajoutent les œuvres de charité réalisées à travers l'association FITIA ou « amour » par Mialy RAJOELINA, l'actuelle Première Dame. Mais tout ceci ne résout pas les problèmes de fond issus de la crise et des ratés du développement au cours des décennies précédentes. Loin s'en faut !

Et du côté diplomatique, la communauté internationale avance à petits pas vers la reconnaissance du Gouvernement de la Transition: nombreux sont les pays qui commencent à reconnaître le Pouvoir. Il y eut ainsi: la présentation de Lettres de créance de nombreux Ambassadeurs dont ceux de la France, de la Grande Bretagne, et du Nigeria récemment. L'Afrique du Sud et la SADC qui agissent au nom de cette communauté restent malgré tout confrontées à la complexité de la grande île et des Malgaches. D'ailleurs, que savent vraiment les Africains des Malgaches, ces insulaires ? et inversement, que savent les Malgaches des Africains, ces continentaux ?

² „chien et chat“

³ „aux normes“

Au niveau des églises, la FFKM est toujours muette, tandis que la FJKM faisait souvent la une des journaux, avec la fermeture de sa station radio « Fahazavana » et l'émergence du Mouvement des Ecclésiastes (HMF). Elle donnait également l'impression – malgré elle, d'être envahie par la politique avec la reconduction en août 2012 de MR au Bureau de la FJKM. Enfin, il y a le problème plus général de l'Eglise traditionnelle qui reste impuissante face à la prolifération des sectes.

Au vu de cette situation, comment se présentent les enjeux ?

II. LES ENJEUX ACTUELS seraient de :

- a. Capitaliser le « ni...ni »
- b. Eviter de tout faire tourner autour de ANR et MR
- c. Mettre en place une transition qui prépare vraiment au « futur ». Une transition qui jette les bases d'un système politique démocratique mieux assis et durable par rapport aux précédents qui ont tous échoué, et non une transition qui plaise juste au microcosme politique malgache et à la communauté internationale. Tel que c'est parti, cette transition porte déjà en elle la gestation des prochaines crises.
- d. Faire de la transition une voie vers l'apaisement et la réconciliation ; une voie vers l'unité nationale et non la désunion.
- e. Dresser une Feuille de Route qui ne soit pas une feuille de Déroute. Disposer d'une feuille de route qui ne soit pas imposée – surtout de l'extérieur, mais partagée et acceptée du plus grand nombre. Fixer des objectifs et des destinations que les Malgaches eux-mêmes ont identifiés, dont ils peuvent et veulent s'approprier.
- f. Organiser des Elections qui devraient être le couronnement d'un processus mûrement discuté et auquel tout le monde est prêt à adhérer, et non comme une fin en soi. Car les élections ne sont que des instruments de la démocratie et non la démocratie elle-même.
- g. Faire des élections qui – dans l'idéal-, soient prises en charge entièrement par l'Etat-nation malgache, lequel puisera ses normes démocratiques dans les racines sociales et culturelles de son peuple. Dire que l'on va avoir des élections transparentes et objectives dans un pays où 60% de la population sont analphabètes relève de la démagogie.
- h. Communiquer des décisions et des documents politiques que la majorité des citoyens malgaches peut comprendre et lire, et qui ne soient pas monopolisés par les élites malgaches francophones. Il n'y a même pas 20% de la population autochtone qui parle couramment le français.
- i. Faire de sorte que les Malgaches eux-mêmes arrivent à revenir aux fondamentaux : « le linge sale se lave en famille »⁴ ; toute guerre finit autour d'une table. Il n'y a rien qui ne puisse se résoudre à travers le dialogue. D'autant plus, que la société malgache, à 75 % rurale, reste une société foncièrement orale, une société de proverbes et de la rhétorique.
- j. S'inspirer des héros du passé, et souhaiter que des Pasteurs RAVELOJAONA ou Monseigneur RAZAFINDRATANDRA, que des Généraux Gilles ANDRIAMAHAZO et des Lieutenants ANDRIAMAMPANDRY, se lèvent et se sacrifient pour réveiller la conscience nationale, et montrer aux générations les voies du futur.

⁴ Ceci vient en écho de ce que j'ai écrit en 2011 dans « Miainga Ifotony » p. 42 : « 70% des solutions à la crise se trouvent à Madagascar. Les Malgaches ont été à la source des problèmes, sont les premiers à en subir les conséquences, et a fortiori, les premiers à devoir prendre la responsabilité de la solution. La Communauté Internationale ne fera que suivre ».

- k. Trouver des Chefs d'Eglise qui rendent à l'Eglise sa capacité de médiation.
- l. Intégrer les militaires, qui sont à la source de cette transition interminable, dans l'ensemble du processus. Car sans eux, cette transition aurait déjà pris fin depuis longtemps.
- m. Valoriser le rôle de la France dans le dénouement de la crise. Quoi qu'on dise, elle est à Madagascar ce que les USA sont pour Israël. Il reste à trouver des terrains de concertation où chacun peut discuter les yeux dans les yeux, et se mettre d'accord sur un panel d'intérêts communs.

A partir de là se présentent les défis à relever. Quels sont-ils ?

III. LES DEFIS impliqueraient de :

- a. Avoir le courage de se sentir responsable : c'est-à-dire, assumer sa propre responsabilité sur les événements de Janvier et Février 2009 : le concept de « responsable mais pas coupable » de Madame Georgina Dufoy est toujours valable
- b. Laisser l'Eglise dans ses missions. Si des chefs religieux veulent s'engager en politique, que l'Eglise prenne position pour dire si elle est derrière eux. Ce mélange de genre était possible (ou même nécessaire pendant les guerres de conquête ou de colonisation (en Amérique latine, en Afrique et ailleurs). C'était même une stratégie pour pouvoir se retrouver dans les guerres d'indépendance ou de libération. La crise 2009 de Madagascar ne rentre pas dans cette catégorie.
- c. S'appuyer sur certaines valeurs sociétales malgaches, où l'aîné donne le bon exemple aux cadets. Beaucoup s'attendaient à ce que ce fût le cas entre ANR et MR.
- d. Tenir compte de la géopolitique : comme en politique, à l'intérieur d'un pays (avec une majorité au pouvoir et une opposition) il y a des forces en présence ou plutôt des rapports de force. Ces derniers existent également en géopolitique où des pays ou organisations régionales comme la SADC ou continentales comme l'UA ou l'UE (pour ne pas parler de l'ONU) se révèlent des acteurs-clé plus importants que d'autres. Les hommes politiques malgaches doivent savoir jouer là-dessus. Par ailleurs, il y a diplomatie et diplomatie.
- e. Mieux appréhender la diplomatie : il existe une diplomatie en temps ordinaire et une diplomatie en temps de crise. Les raisons qui sous-tendent le limogeage de l'Ambassadeur de France au Mali cette semaine tendent encore à le prouver. La France est en guerre contre les islamistes au Mali, il faut que les informations remontent vite.
- f. Comprendre le jeu de pouvoir en politique : un homme politique, fait certes de la politique pour gagner des élections et arriver au pouvoir ; mais il doit également s'attendre à le perdre un jour. Et le cas échéant, comme partout ailleurs, l'homme politique malgache devra accepter une traversée du désert. Il pourrait faire sien ce que Nelson Mandela prônait, notamment : « *make yourself dispensable* ⁵ ».
- g. Saisir toutes les dimensions du leadership politique: il serait temps que Madagascar se trouve un vrai leader, qui ne s'improvise pas « homme d'Etat ». Il faudrait un leader qui s'est préparé à diriger non pas une entreprise mais un pays.
- h. Faire appel à un leader à la fois héroïque et « sage » : pour éviter une autre série de crises pendant les 50 ans à venir, il serait temps que Madagascar trouve son sauveur, son De Gaulle et son Churchill, son Desmond Tutu et son Nelson Mandela. Il serait temps qu'un Sage, qu'un grand Sage se lève pour sauver le pays de soubresauts politiques cycliques qui l'empêchent, lui, le pays si riche en ressources mais pauvrement développé, de se tourner enfin vers l'épanouissement et le bien-être de son peuple.

⁵ soyez remplaçable ou faites qu'on puisse se passer de vous !

- i. Mettre l’Eglise à sa place : il faudrait que l’Eglise reste un espace de foi, d’espérances et d’amour. Il faudrait qu’elle rassemble plus qu’elle ne divise.
- j. Eviter de personnaliser le problème du pays : Il ne faut pas que le sort de tout un pays soit lié à une seule personne, car «hazo tokana tsy mba ala»⁶.
- k. Conscientiser les militaires : il faut que l’Armée reste le dernier rempart.
- l. Distinguer le particulier (la spécificité culturelle malgache) du général: il faudrait que la SADC saisisse enfin les spécificités des malgaches, ces insulaires. Une attention particulière est de mise, surtout dans le cas d’espèce présent, les Merina, les habitants des Hauts Plateaux. Nombreux sont ceux qui sont d’accord pour dire que si les deux protagonistes n’étaient pas tous deux Merina, il y a longtemps que cette crise aurait été résolue.
- m. Souligner l’importance de la France : il faudrait peut-être que la France poursuive ses efforts et ne se cache pas derrière la Communauté Internationale.
- n. Jeter les bases du futur : il faudrait que la démocratie ‘de la rue’ des 50 dernières années cesse d’être la règle. Il faudrait également que l’exil des anciens Présidents cesse de devenir un système. Il serait temps pour Madagascar d’avoir une démocratie bien enracinée, acceptée et comprise de tous ; une démocratie apaisée, stable et durable.
- o. Mettre Madagascar sur la voie d’un développement véritable: Il faudrait que dans les comparaisons par pays, Madagascar cesse de figurer en queue de peloton.
- p. Parvenir à un meilleur partage des richesses : aux hommes politiques (subsidièrement aux forces de l’ordre ; aux magistrats et fonctionnaires détenteurs de pouvoir), disons « enrichissez-vous, mais enrichissez-nous (le peuple) également » !

IV. En guise de conclusion, permettez-moi, de vous poser trois questions sous forme de boutade :

Faut-il vraiment prôner la laïcité à la française à Madagascar ? Donc séparer l’Eglise de l’Etat ?

- Faut-il vraiment une République ?
- Faut-il vraiment que ça soit une République démocratique à l’occidentale ?

Voilà autant de questions qui constituent à mes yeux, des pistes de réflexion, et ouvrent la voie à un débat.

Je vous remercie de votre attention.

- Livre cité
Denis A. H. Andriamandroso (2011a), « MIAINGA IFOTONY » - Contexte diplomatique, Principe de Subsidiarité et Résolution de Conflits Politiques- « *Mbola vitako fa aza isalovanonao sa aleo ho raisiko an-tànana fa tsy zakanao* » ? GDenis books, Charleston, USA (peut être commandé sur amazon.fr).

ⁱ Ancien Ambassadeur de Madagascar en Allemagne, dans les pays scandinaves, en Autriche, en Afrique du Sud et auprès de la SADC. Chercheur au sein de l’Oxford Centre for Development Research, UK, et fondateur du think tank « prévention et résolution de crises politiques » CPR- Tt. Ancien enseignant au Collège Cévenol International, Chambon s/ Lignon.

⁶ « un arbre ne fait pas une forêt »